

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2009 — 733

[C — 2009/29049]

**14 NOVEMBRE 2008. — Décret modifiant le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, en vue de favoriser l'intégration de son enseignement supérieur à l'espace européen de l'enseignement supérieur (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions modificatives*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 5 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Les sections et les formations courtes autonomes de régime 2 de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire de promotion sociale sont supprimées au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2009. Un délai complémentaire de trois ans est accordé pour permettre aux étudiants de mener à bonne fin les études entreprises, conformément à l'article 5<sup>ter</sup>. ».

**Art. 2.** L'article 5<sup>bis</sup> du même décret est complété par un point 14<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 14<sup>o</sup> règlement général des études : le règlement fixant l'organisation des études. ».

**Art. 3.** Après l'article 5<sup>bis</sup> du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel qu'inséré par le décret du 3 mars 2004 et complété par le décret du 27 octobre 2006, il est inséré un article 5<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

« Article 5<sup>ter</sup>. Le Gouvernement arrête ce qu'il y a lieu d'entendre par bonne fin des études. ».

**Art. 4.** L'article 17, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du même décret, complété par le décret du 27 octobre 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« 1<sup>o</sup> l'élaboration du dossier pédagogique comprenant les éléments suivants : l'horaire de référence minimum, le contenu minimum et les caractéristiques des sections et unités de formation. ».

**Art. 5.** A l'article 75 du même décret sont insérés entre le deuxième et le troisième alinéa deux nouveaux alinéas libellés comme suit :

« Pour l'enseignement supérieur, le Bureau permanent visé à l'article 74 est également consulté.

Dans le cas d'une correspondance ou d'une équivalence de niveau, l'avis du Bureau permanent est joint à l'avis conforme de la Commission de concertation. Dans le cas où les avis de ces deux instances divergent, celles-ci disposent d'un délai de 60 jours pour se concerter et aboutir à un accord. Si aucun accord n'a pu être trouvé au terme de ce délai, les deux avis sont transmis au Gouvernement qui se prononce ».

**Art. 6.** Les chapitres V et VI du Titre II du même décret, comprenant les articles 41 à 74, sont remplacés comme suit :

« CHAPITRE V. — De l'enseignement supérieur de promotion sociale

Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions communes à l'enseignement supérieur de promotion sociale  
de type court et de type long

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Définitions

**Art. 41.** Les définitions de bachelier, cadre des certifications, certification, crédit, cursus, cycle, diplôme, enseignement supérieur de plein exercice, établissement d'enseignement supérieur de plein exercice, grade académique, master, passerelle, type, valorisation des acquis sont celles visées à l'article 6 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités. Elles s'appliquent aux sections délivrant des grades équivalents ainsi qu'aux autres formations de l'enseignement supérieur de promotion sociale.

La définition de crédit visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est complétée par les dispositions de l'article 26, § 2, du décret du 31 mars 2004 précité.

Par dérogation à l'article 6 du décret du 31 mars 2004 précité, il faut entendre par « programme d'études » : l'ensemble des activités d'enseignement qui constituent les unités de formation d'une section de l'enseignement supérieur de promotion sociale. Le programme des sections délivrant les grades de bachelier, de master, de spécialisation ou le brevet d'enseignement supérieur précise les crédits associés qui correspondent aux activités d'apprentissage de l'étudiant.

Sous-section 2. — Objectifs et missions

**Art. 42.** Sans préjudice de l'article 7, l'enseignement supérieur de promotion sociale, organisé ou subventionné par la Communauté française, poursuit les objectifs généraux définis à l'article 2 du décret du 31 mars 2004 précité.

L'enseignement supérieur de promotion sociale met en œuvre des méthodes didactiques adaptées à un public adulte et conformes aux objectifs énoncés à l'alinéa 1<sup>er</sup>. En particulier, cette pédagogie se fonde sur des activités collectives ou individuelles, sous la conduite directe ou indirecte d'enseignants ou d'experts, mais aussi sur des travaux personnels des étudiants réalisés en toute autonomie.

## Sous-section 3. — Structure

Art. 43. L'enseignement supérieur de promotion sociale peut-être organisé dans les catégories suivantes :

- 1° L'enseignement supérieur technique;
- 2° L'enseignement supérieur économique;
- 3° L'enseignement supérieur agronomique;
- 4° L'enseignement supérieur paramédical;
- 5° L'enseignement supérieur social;
- 6° L'enseignement supérieur pédagogique;
- 7° L'enseignement supérieur maritime;
- 8° L'enseignement supérieur des arts appliqués.

Art. 44. Chaque unité de formation est classée par le Gouvernement, sur avis du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale visé à l'article 78, dans une des catégories visées à l'article 43.

Art. 45. Chaque section de l'enseignement supérieur de promotion sociale est classée par le Gouvernement, sur avis du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale visé à l'article 78, dans une des catégories visées à l'article 43.

La liste des sections délivrant les grades de bachelier et de master fait l'objet d'une annexe I au présent décret. Celle-ci peut être modifiée par le Gouvernement et confirmée par le Parlement.

Les habilitations à organiser les sections visées au présent chapitre et à conférer les grades académiques qui les sanctionnent sont octroyées à des établissements d'enseignement de promotion sociale organisés ou subventionnés par la Communauté française. Ces habilitations sont arrêtées par le Gouvernement de la Communauté française, sur avis du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale visé à l'article 78. Un arrêté du Gouvernement précisera conformément à l'article 123bis, § 3, premier tiret, les critères qui lui permettront de fixer la liste des habilitations.

A titre transitoire et jusqu'au 30 juin 2011 au plus tard, la liste des habilitations accordées aux établissements pour les formations qu'ils organisaient à la date du 23 juin 2008 est fixée à l'annexe II du présent décret.

Art. 46. Chaque section comporte une épreuve intégrée. A l'exception des sections de spécialisation, chaque section doit également comporter des stages. Des périodes d'encadrement sont prévues pour l'épreuve intégrée et les stages dans l'horaire de référence.

L'activité professionnelle des étudiants peut, en référence aux dossiers pédagogiques, être assimilée aux stages visés à l'alinéa précédent, sur décision du Conseil des études.

## Sous-section 4. — Titres

Art. 47. § 1<sup>er</sup>. Les sections de l'enseignement supérieur de promotion sociale sont sanctionnées :

- 1° Soit par des grades de niveau équivalent à ceux délivrés par l'enseignement supérieur de plein exercice;
- 2° Soit par des titres spécifiques à l'enseignement supérieur de promotion sociale.

§ 2. Sont de niveau équivalent au sens du § 1<sup>er</sup>, 1° :

- 1° Le grade de bachelier;
- 2° Le grade de master;
- 3° Le grade de spécialisation.

§ 3. Les formations délivrant les grades de bachelier, de master ou de spécialisation de l'enseignement supérieur de promotion sociale qui existent également dans l'enseignement supérieur de plein exercice, doivent sanctionner des ensembles de compétences déclarés correspondants par le Gouvernement, conformément à l'article 75.

§ 4. Les grades de bachelier ou de spécialisation de l'enseignement supérieur de promotion sociale pour lesquels il n'existe pas un titre correspondant dans l'enseignement supérieur de plein exercice sanctionnent des ensembles de compétences propres à l'enseignement supérieur de promotion sociale dont le niveau est reconnu équivalent à celui des formations du 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement supérieur de plein exercice selon la procédure visée à l'article 75.

§ 5. Dans le cadre de conventions de coopération pour l'organisation d'études en vue de l'octroi conjoint d'un grade avec un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice, visé à l'article 29, § 2, du décret du 31 mars 2004 précité, la création d'une section sanctionnée par le grade de master pour lequel il n'existe pas encore de titre correspondant dans l'enseignement supérieur de plein exercice peut être organisée sur proposition du Conseil économique et social de la Communauté française.

§ 6. Par titre spécifique à l'enseignement supérieur de promotion sociale, il faut entendre :

- 1° Tout brevet de l'enseignement supérieur de promotion sociale;
- 2° Tout certificat et tout autre titre de l'enseignement supérieur de promotion sociale relevant d'une réglementation particulière.

§ 7. Les unités de formation de l'enseignement supérieur de promotion sociale sont sanctionnées par une attestation de réussite. Les attestations de réussite obtenues à l'issue des unités de formation de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court ou de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long constituent, après l'application des modalités de capitalisation, les grades ou titres de l'enseignement supérieur de promotion sociale.

## Section 2. — Organisation de l'enseignement supérieur de promotion sociale de premier cycle

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Cursus

Art. 48. § 1<sup>er</sup>. Les sections conduisant à l'obtention du grade de bachelier relèvent du premier cycle de l'enseignement supérieur de promotion sociale.

Les sections conduisant à un grade de bachelier à caractère professionnalisant visent à amener les étudiants à un niveau de connaissances et de compétences nécessaire à l'exercice autonome d'une profession ou d'un groupe de professions.

Les sections conduisant à un grade de bachelier à caractère de transition visent à amener les étudiants à un niveau de connaissances et de compétences nécessaire à l'admission au second cycle du même cursus conduisant au grade de master.

Ces grades correspondent au niveau 6 du cadre européen des certifications.

§ 2. Les sections à caractère professionnalisant sanctionnées par le grade de bachelier doivent satisfaire, simultanément, aux trois critères suivants :

- 1° Compter 180 crédits;
- 2° Etre organisées sur une durée de trois ans au moins;
- 3° Ne délivrer le grade qu'aux étudiants qui ont atteint l'âge de 23 ans accomplis.

§ 3. Les sections complémentaires d'abstraction visent à amener les étudiants, porteurs d'un grade de bachelier à caractère professionnalisant, à un niveau de connaissances et de compétences nécessaire à l'admission au second cycle du même cursus conduisant au grade de master.

Ces sections doivent satisfaire simultanément aux deux critères suivants :

- 1° Compter 60 crédits;
- 2° Ne délivrer le titre qu'aux étudiants qui ont atteint l'âge de 24 ans accomplis.

L'ensemble constitué des compétences du bachelier professionnalisant et de la formation complémentaire d'abstraction font l'objet d'une procédure de correspondance conformément à l'article 75. Il est sanctionné par un grade de bachelier de transition donnant accès au master de la filière de promotion sociale considérée.

§ 4. Le Conseil des études accorde une dérogation aux critères d'âge visés aux § 2, 3° et § 3, alinéa 2, 2°, au candidat qui, au début du cursus, a le statut de travailleur à tiers temps au moins. Le Gouvernement définit les conditions de dérogation à ces critères pour les chômeurs complets indemnisés moyennant le respect de la réglementation relative au chômage.

§ 5. Pour les grades de bachelier de niveau équivalent, tant qu'il n'existe pas de titre correspondant dans l'enseignement supérieur de plein exercice, le critère d'âge de 23 ans accompli ne s'applique pas.

§ 6. L'étudiant qui ne bénéficie pas d'une dérogation au critère d'âge visée au § 4, ne peut pas être inscrit à plus de 36 crédits par année académique avant l'âge de 20 ans accomplis.

§ 7. Les diplômes sanctionnés par le grade de bachelier sont accompagnés d'un « supplément au diplôme » reprenant, notamment :

- 1° Le profil professionnel et les finalités particulières de la formation;
- 2° Les unités de formation constitutives de la section, leur nombre de crédits, les activités d'enseignement qui les composent ainsi que leur nombre de périodes;
- 3° Les compétences terminales visées par les unités de formation dont l'épreuve intégrée et l'évaluation sanctionnée par le grade académique conféré.

Le Gouvernement fixe la forme et le contenu du diplôme et du supplément au diplôme.

§ 8. Les sections sanctionnées par le grade de bachelier peuvent donner accès aux cursus menant au grade de master de l'enseignement supérieur de plein exercice ou de l'enseignement supérieur de promotion sociale. Le Gouvernement détermine les passerelles et les dispenses éventuelles pour l'accès aux cursus de master.

Art. 49. § 1<sup>er</sup>. Les sections sanctionnées par le brevet de l'enseignement supérieur, ci-après dénommé « B.E.S. », sont spécifiques à l'enseignement supérieur de promotion sociale.

Ces sections ont un caractère professionnalisant et donnent accès à un métier clairement identifié par le Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale visé à l'article 78.

Elles peuvent donner accès aux cursus menant au grade de bachelier de l'enseignement supérieur de promotion sociale ou de l'enseignement supérieur de plein exercice. Le Gouvernement détermine les passerelles et les dispenses éventuelles pour l'accès aux cursus de bachelier dans l'enseignement supérieur de plein exercice.

§ 2. Les sections sanctionnées par le B.E.S. doivent satisfaire, simultanément, aux trois critères suivants :

- 1° Compter 120 crédits;
- 2° Etre organisées sur une durée de deux ans au moins;
- 3° Ne délivrer le grade qu'aux étudiants qui ont atteint l'âge de 22 ans accomplis.

§ 3. Le Conseil des études accorde une dérogation au critère d'âge, visé au § 2, 3°, au candidat qui, au début du cursus, a le statut de travailleur à tiers temps au moins. Le Gouvernement définit les conditions de dérogation à ce critère pour les chômeurs complets indemnisés moyennant le respect de la réglementation relative au chômage.

§ 4. Les B.E.S. de promotion sociale sont accompagnés d'un « supplément au diplôme » reprenant notamment :

- 1° Le profil professionnel et les finalités particulières de la formation;
- 2° Les unités de formation constitutives de la section, leur nombre de crédits, les activités d'enseignement qui les composent ainsi que leur nombre de périodes;
- 3° Les compétences terminales visées par les unités de formation dont l'épreuve intégrée et l'évaluation sanctionnée par le grade académique conféré.

Le Gouvernement fixe la forme et le contenu du diplôme et du supplément au diplôme.

Art. 50. Les sections organisées en vue de la délivrance de titres relatifs à des professions faisant l'objet d'une réglementation particulière sont sanctionnées par des titres conformes aux dites réglementations. Dans ce cas, le titre fait référence à la réglementation particulière en vigueur.

Art. 51. L'enseignement supérieur de promotion sociale de type court délivre également :

1° Le certificat d'aptitudes pédagogiques (CAP) visé à l'article 16 de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'état et des internats dépendant de ces établissements, ce titre étant constitutif d'un titre requis ou jugé suffisant A, dans l'enseignement subventionné;

2° Les attestations de réussite de la formation théorique et de la formation pratique du certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur instauré par le décret du 17 juillet 2002 définissant le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) en hautes écoles et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et ses conditions d'obtention.

#### Sous-section 2. — Conseil des études

Art. 52. Le Conseil des études comprend un membre du personnel directeur ou son délégué et les membres du personnel enseignant chargés du groupe d'étudiants concerné.

En outre, pour la sanction d'une section, il est adjoint au Conseil des études des membres extérieurs à l'établissement, dont le nombre et les modalités de désignation sont déterminés dans le règlement général des études tel que défini à l'article 60.

Art. 53. Dans chaque établissement, le Conseil des études prend, dans les limites et conditions fixées par les dossiers pédagogiques des unités de formation et le règlement général des études, les décisions relatives :

- 1° A l'admission des étudiants
- 2° Au suivi pédagogique des étudiants;
- 3° A la sanction des études.

#### Sous-section 3. — Conditions d'admission

Art. 54. L'admission dans l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court s'effectue dans une unité de formation.

Art. 55. Pour l'accès aux études menant au grade de bachelier en soins infirmiers, le Conseil des études est tenu de vérifier si l'étudiant remplit une des trois conditions suivantes :

- 1° Avoir réussi l'épreuve préparatoire prévue à l'article 12 de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière;
- 2° Etre titulaire du certificat d'enseignement secondaire supérieur;
- 3° Etre titulaire du titre d'infirmier breveté.

En outre, le candidat doit fournir un extrait de casier judiciaire, modèle 1, datant de moins de 3 mois lors de son inscription au début du cursus.

Art. 56. Les dispositions des articles 34 et 35 sont d'application en ce qui concerne l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court.

#### Sous-section 4. — Suivi pédagogique

Art. 57. Les dispositions de l'article 36 sont d'application en ce qui concerne l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court.

#### Sous-section 5. — Sanction des études

Art. 58. L'attestation de réussite prévue à l'article 47, § 7, est délivrée par le Conseil des études après délibération tenant compte :

- 1° Des compétences terminales fixées dans le dossier pédagogique;
- 2° De l'évaluation continue et finale de chaque activité d'enseignement;
- 3° De l'ensemble des éléments de formation personnelle ou d'acquis professionnels fournis par l'étudiant, dûment vérifiés par le Conseil des études.

En application de l'article 8, le Conseil des études peut également sanctionner des unités formation, et ce après due vérification :

- 1° De la maîtrise des compétences terminales fixées dans le dossier pédagogique;
- 2° De l'ensemble des éléments de formation personnelle ou d'acquis professionnels fournis par l'étudiant.

Art. 59. Un étudiant termine avec fruit la formation d'une section s'il satisfait simultanément aux trois conditions suivantes :

- 1° Avoir obtenu une attestation de réussite pour chacune des unités de formation qui constituent la section. A l'exception de l'épreuve intégrée, l'attestation mentionne le degré de réussite par un pourcentage au moins égal à 50 pour cent;
- 2° Avoir présenté et défendu une épreuve intégrée devant le jury prévu à cet effet et avoir obtenu un pourcentage au moins égal à 60 pour cent;
- 3° Avoir obtenu au moins 60 pour cent au pourcentage final.

#### Sous-section 6. — Règlement général des études

Art. 60. Le Gouvernement arrête le règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court.

### Section 3. — Organisation de l'enseignement supérieur de promotion sociale de deuxième cycle

#### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Cursus

Art. 61. § 1<sup>er</sup>. Les sections conduisant à l'obtention du grade de master relèvent du deuxième cycle de l'enseignement supérieur de promotion sociale. Les activités d'enseignement de ces sections utilisent des connaissances théoriques et pratiques spécialisées dans un champ donné. Ce grade correspond au niveau 7 du cadre européen des certifications.

§ 2. Les sections sanctionnées par le grade de master sont accessibles aux titulaires d'un grade de bachelier de transition et doivent satisfaire, simultanément, aux trois critères suivants :

- 1° Compter 120 crédits;
- 2° Etre organisées sur une durée de deux ans au moins;
- 3° Ne délivrer le grade qu'aux étudiants qui ont atteint l'âge de 26 ans accomplis.

§ 3. Le Conseil des études accorde une dérogation au critère d'âge visé au § 2, 3°, au candidat qui, au début du cursus, a le statut de travailleur à tiers temps au moins. Le Gouvernement définit les conditions de dérogation à ce critère pour les chômeurs complets indemnisés moyennant le respect de la réglementation relative au chômage.

§ 4. Pour les grades de master de niveau équivalent organisé en co-diplômation, conformément à l'article 47, § 5, tant qu'il n'existe pas de titre correspondant dans l'enseignement supérieur de plein exercice, le critère d'âge de 26 ans accompli ne s'applique pas.

§ 5. Les diplômes sanctionnés par le grade de master sont accompagnés d'un « supplément au diplôme » reprenant, notamment :

- 1° Le profil professionnel et les finalités particulières de la formation;
- 2° Les unités de formation constitutives de la section, leur nombre de crédits, les activités d'enseignement qui les composent ainsi que leur nombre de périodes;
- 3° Les compétences terminales visées par les unités de formation dont l'épreuve intégrée et l'évaluation sanctionnée par le grade académique conféré.

Le Gouvernement fixe la forme et le contenu du diplôme et du supplément au diplôme.

## Sous-section 2. — Titres

Art. 62. L'enseignement supérieur de promotion sociale de type long de deuxième cycle délivre le grade de master.

## Sous-section 3. — Conseil des études

Art. 63. Le Conseil des études comprend un membre du personnel directeur ou son délégué et les membres du personnel enseignant chargés du groupe d'étudiants concerné.

En outre, pour la sanction d'une section, il est adjoint au Conseil des études des membres extérieurs à l'établissement, dont le nombre et les modalités de désignation sont déterminés dans le règlement général des études tel que défini à l'article 70.

Art. 64. Dans chaque établissement, le Conseil des études prend, dans les limites et conditions fixées par les dossiers pédagogiques des unités de formation et le règlement général des études, des décisions relatives :

- 1° A l'admission des étudiants;
- 2° Au suivi pédagogique des étudiants;
- 3° A la sanction des études.

## Sous-section 4. — Conditions d'admission

Art. 65. L'admission dans l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long s'effectue dans une unité de formation.

Art. 66. Les dispositions des articles 34 et 35 sont d'application en ce qui concerne l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long.

## Sous-section 5. — Suivi pédagogique

Art. 67. Les dispositions de l'article 36 sont d'application en ce qui concerne l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long.

## Sous-section 6. — Sanction des études

Art. 68. L'attestation de réussite prévue à l'article 47, § 6, est délivrée par le Conseil des études après délibération tenant compte :

- 1° Des compétences terminales fixées dans le dossier pédagogique;
- 2° De l'évaluation continue et finale de chaque activité d'enseignement;
- 3° De l'ensemble des éléments de formation personnelle ou d'acquis professionnels fournis par l'étudiant, dûment vérifiés par le Conseil des études.

En application de l'article 8, le Conseil des études peut également sanctionner des unités formation, et ce après due vérification :

- 1° De la maîtrise des compétences terminales fixées dans le dossier pédagogique;
- 2° De l'ensemble des éléments de formation personnelle ou d'acquis professionnels fournis par l'étudiant.

Art. 69. Un étudiant termine avec fruit la formation d'une section s'il satisfait simultanément aux trois conditions suivantes :

- 1° Avoir obtenu une attestation de réussite pour chacune des unités de formation qui constituent la section. A l'exception de l'épreuve intégrée, l'attestation mentionne le degré de réussite par un pourcentage au moins égal à 60 pour cent;
- 2° Avoir présenté et défendu une épreuve intégrée devant le jury prévu à cet effet et avoir obtenu un pourcentage au moins égal à 60 pour cent;
- 3° Avoir obtenu au moins 60 pour cent au pourcentage final.

Sous-section 7. — Règlement général  
des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long

Art. 70. Le Gouvernement arrête le règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long.

## Section 4. — Les études de spécialisation

Art. 71. Les études de spécialisation complètent la formation initiale d'un titulaire du grade de bachelier, notamment lorsque des conditions particulières d'accès à une profession déterminée l'exigent.

Le grade de spécialisation est délivré au candidat qui a réussi une formation complémentaire de minimum 60 crédits.

Les diplômes sanctionnés par le grade de spécialisation sont accompagnés d'un « supplément au diplôme » reprenant, notamment :

- 1° Le profil professionnel et les finalités particulières de la formation;
- 2° Les unités de formation constitutives de la section, leur nombre de crédits, les activités d'enseignement qui les composent ainsi que leur nombre de périodes;
- 3° Les compétences terminales visées par les unités de formation dont l'épreuve intégrée et l'évaluation sanctionnée par le grade académique conféré.

Le Gouvernement fixe la forme et le contenu du diplôme et du supplément au diplôme.

CHAPITRE VI. — *De l'intégration de l'enseignement supérieur de promotion sociale dans l'espace européen de l'enseignement supérieur.*Section 1<sup>re</sup>. — Mobilité et collaborations

Art. 72. § 1<sup>er</sup>. Conformément aux dispositions des articles 28, 29 et 30, du décret du 31 mars 2004 précité et aux articles 8, 114 et 115, une convention de coopération peut être conclue par un établissement d'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté française avec un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur belges ou étrangers de promotion sociale ou de plein exercice.

Cette convention prévoit que certains cours et travaux sont organisés par ces autres établissements d'enseignement supérieur. Les examens qui s'y rapportent y sont présentés, conformément aux règles en vigueur dans ces établissements. La convention garantit la reconnaissance et la valorisation des compétences acquises au terme des formations organisées par chacun d'eux et sanctionnées par les attestations de réussite correspondantes.

La convention peut également prévoir l'échange de membres du personnel enseignant. Ces derniers conservent les mêmes droits qu'en activité de service dans leur établissement d'origine. Le Gouvernement arrête le cadre et les modalités des conventions et particulièrement celles relatives à l'échange des membres du personnel.

Les établissements belges ou étrangers avec lesquels ces conventions sont conclues doivent être reconnus par leurs autorités publiques compétentes en matière d'enseignement supérieur, organiser des cursus ou participer à l'organisation de cursus et délivrer des grades équivalents au moins à un grade de premier cycle tel que visé par ce décret.

Les établissements transmettent sans délai au Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale copie de la convention de coopération. Le Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale établit annuellement un rapport à ce propos qu'il communique au Gouvernement.

§ 2. L'étudiant qui participe à un programme d'études dans le cadre du programme européen « Education et Formation tout au long de la vie », réparti dans plusieurs institutions partenaires d'une convention de coopération telle que visée au § 1<sup>er</sup>, reste inscrit dans son établissement d'origine. Les institutions partenaires ne peuvent lui réclamer aucun droit d'inscription ni aucun frais complémentaire. Son inscription est considérée comme régulière.

§ 3. En cas de codiplômation, tout étudiant régulièrement inscrit dans plusieurs institutions partenaires est financé par la Communauté française au prorata des crédits correspondant aux formations suivies dans chaque institution. Le droit d'inscription demandé à l'étudiant par les institutions partenaires se calcule également au prorata des crédits correspondant aux formations suivies dans chaque institution.

§ 4. Les conventions de coopération visées au présent article sont soumises à l'approbation du Ministre en charge de l'Enseignement de Promotion sociale pour ce qui concerne les établissements d'enseignement de promotion sociale organisés par la Communauté française, et à celle de leur pouvoir organisateur pour ce qui concerne les établissements d'enseignement de promotion sociale subventionnés par la Communauté française.

## Section 2. — Gestion de la qualité

Art. 73. Conformément au décret du 14 novembre 2002 créant l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française et au décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné en Communauté française, l'enseignement supérieur de promotion sociale s'inscrit dans le dispositif de la gestion de la qualité.

Les établissements d'enseignement de promotion sociale qui organisent un enseignement supérieur assurent le suivi et la gestion de la qualité pour toutes les missions qu'ils remplissent à ce niveau d'enseignement.

Ces établissements peuvent conclure des accords de partenariat visant à désigner un coordonnateur qualité commun. Un accord de partenariat ne peut compter plus de quatre institutions partenaires d'enseignement supérieur de promotion sociale.

## Section 3. — Concertation avec l'enseignement supérieur de plein exercice

Art. 74. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement crée un Bureau permanent chargé d'assurer une concertation entre l'enseignement supérieur de promotion sociale et l'enseignement supérieur de plein exercice.

Le Bureau permanent examine toute question qui lui est soumise par le Ministre en charge de l'Enseignement de Promotion sociale ou par le Ministre en charge de l'Enseignement supérieur de plein exercice, relative aux dossiers de sections, à la correspondance ou à l'équivalence de niveau pour les grades de bachelier, de master ou de spécialisation. Il peut à tout moment se saisir d'une question relative au même objet et rendre d'initiative un avis aux Ministres concernés.

§ 2. Le Bureau permanent est composé :

1° De deux représentants du Ministre en charge de l'Enseignement supérieur de Promotion sociale et de deux représentants du Ministre en charge de l'Enseignement supérieur de plein exercice;

2° Du Président et d'un Vice-président du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale ou de leurs délégués;

3° Du Président, du Vice-président et d'un représentant du Conseil général des hautes écoles ou de leurs délégués;

4° Du Président de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale ou de son délégué;

5° De l'inspecteur chargé de la coordination de l'inspection de l'enseignement de promotion sociale ou de son délégué;

6° D'un représentant de la Direction de l'administration de l'enseignement de promotion sociale et d'un représentant de la Direction de l'administration de l'enseignement supérieur de plein exercice ou de leurs délégués, désignés par le Gouvernement.

Les membres repris au § 2, 5° et 6°, n'ont pas voix délibérative.

Lorsque le Bureau permanent traite de questions relatives aux masters, il s'adjoit le Président du Conseil interuniversitaire de la Communauté française ou son suppléant; dans ce cas, le troisième membre du Conseil général des hautes écoles n'a pas voix délibérative.

Lorsque le Bureau permanent traite de questions relatives aux sections des arts appliqués, les représentants du Conseil général des hautes écoles sont remplacés par le Président et les Vice-présidents du Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique ou de leurs délégués.

Le Bureau permanent peut à tout moment faire appel à des membres extérieurs à titre d'experts, qui n'ont pas voix délibérative.

§ 3. Le Bureau permanent est présidé et vice-présidé alternativement et pour une période de deux ans par un représentant du Ministre en charge de l'Enseignement supérieur de plein exercice et par un représentant du Ministre en charge de l'Enseignement de Promotion sociale.

Le Bureau permanent se réunit autant de fois que l'intérêt l'exige et au moins trois fois par an. Il est convoqué par le Président, soit à son initiative, soit à la demande de deux de ses membres. La convocation contient l'ordre du jour ainsi que les documents et projets de textes qui lui sont soumis.

Le Bureau permanent ne délibère valablement que sur les points contenus dans l'ordre du jour. Il délibère quel que soit le nombre de membres présents.

Les avis sont rendus par consensus. En cas d'absence de consensus, il est procédé au vote à la majorité simple des membres présents ayant voix délibérative.

Le Bureau fixe son règlement d'ordre intérieur endéans les six mois qui suivent son installation.

Le Gouvernement charge les services de l'administration d'assurer le secrétariat du Bureau permanent. ».

#### CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 7.** Pour les titres spécifiques de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court de régime 1 comportant au moins 1 200 périodes d'activités d'enseignement, obtenu avant l'entrée en vigueur du présent décret, le Gouvernement détermine les passerelles donnant accès aux cursus menant au grade de bachelier de l'enseignement supérieur de promotion sociale ou de l'enseignement supérieur de plein exercice.

**Art. 8.** Un titre correspondant ou un titre de gradué opticien-optométriste ou de conseiller conjugal et familial gradué de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court, obtenu avant l'entrée en vigueur du présent décret est équivalent au grade de bachelier visé à l'article 48.

**Art. 9.** Un titre correspondant délivré par l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long obtenu avant l'entrée en vigueur du présent décret est équivalent au grade de master en sciences de l'ingénieur industriel.

**Art. 10.** Les sections de l'enseignement supérieur de promotion sociale sont organisées selon la structure instaurée par le présent décret et au plus tard pour le 1<sup>er</sup> septembre 2012.

Un délai de cinq ans est accordé pour permettre aux étudiants qui ont entamé leur formation dans l'ancienne structure d'un gradué de régime 1, de mener à bonne fin les études entreprises conformément à l'article 5ter.

**Art. 11.** Le Gouvernement détermine l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 novembre 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,  
Ch. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale  
M. TARABELLA

—  
Note

(1) *Session 2007-2008 :*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 589-1. Rapport, n° 589-2.

*Session 2008-2009 :*

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 12 novembre 2008.

Annexe 1<sup>re</sup>. — Sections délivrant les grades de bachelier et master

Bachelier en chimie - Finalité: chimie appliquée - enseignement supérieur technique de type court (A.G.C.F. du 12 octobre 2005);	Anciennement gradué en chimie industrielle.
Bachelier en électromécanique - Finalité: électromécanique et maintenance - enseignement supérieur technique de type court (A.G.C.F. du 12 octobre 2005);	Anciennement graduat en électromécanique.
Bachelier en électronique - Finalité: électronique appliquée - enseignement supérieur technique de type court (A.G.C.F. du 12 octobre 2005);	Anciennement gradué en électronique.
Bachelier en soins infirmiers - enseignement supérieur paramédical de type court (A.G.C.F. du 12 octobre 2005);	Anciennement infirmier(ère) gradué(e).
Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier hospitalier - enseignement supérieur paramédical de type court (A.G.C.F. du 22 juin 2006);	Anciennement passerelle infirmier(ère) pour les titulaires d'un brevet d'infirmier hospitalier.
Bachelier bibliothécaire-documentaliste - enseignement supérieur social de type court (A.G.C.F. du 12 octobre 2005);	Anciennement bibliothécaire-documentaliste gradué.
Bachelier en informatique de gestion - enseignement supérieur économique de type court (A.G.C.F. du 14 septembre 2006);	Anciennement gradué en informatique.
Bachelier en assurances - enseignement supérieur économique de type court (A.G.C.F. du 14 septembre 2006);	Anciennement gradué en assurance.
Bachelier en comptabilité - enseignement supérieur économique de type court (A.G.C.F. du 14 septembre 2006);	Anciennement gradué en comptabilité.
Bachelier en secrétariat de direction Option : entreprise-administration - enseignement supérieur économique de type court (A.G.C.F. du 22 septembre 2006);	Anciennement gradué en secrétariat.
Bachelier en éducation spécialisée en accompagnement psycho-éducatif - enseignement supérieur social de type court (A.G.C.F. du 15 juin 2007);	Anciennement éducateur spécialisé (régime 2).
Bachelier en construction - enseignement supérieur technique de type court (A.G.C.F. du 12 juillet 2007);	Anciennement gradué en construction.
Bachelier en techniques graphiques - Finalité: techniques infographiques - enseignement supérieur technique de type court (A.G.C.F. du 12 juillet 2007).	Anciennement gradué en infographie.
Bachelier en Optique - optométrie	Anciennement gradué opticien - optométriste
Bachelier Conseiller conjugal et familial	Anciennement Conseiller conjugal et familial : gradué.
Master en sciences de l'ingénieur industriel - finalité: chimie - enseignement supérieur de type long (A.G.C.F. du 12 octobre 2005);	Anciennement ingénieur industriel en chimie.
Master en sciences de l'ingénieur industriel - finalité: électromécanique - enseignement supérieur de type long (A.G.C.F. du 12 octobre 2005);	Anciennement ingénieur industriel en électromécanique.
Master en sciences de l'ingénieur industriel - finalité: électronique - enseignement supérieur de type long (A.G.C.F. du 12 octobre 2005);	Anciennement ingénieur industriel en électricité : option électronique.

Vu pour être annexé au décret du 14 novembre 2008, modifiant le décret du 16 avril 1991, organisant l'enseignement de promotion sociale, en vue de favoriser l'intégration de son enseignement supérieur à l'espace européen de l'enseignement supérieur.

Bruxelles, le 14 novembre 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,

M. TARABELLA



Annexe 2. — Habilitation provisoire, jusqu'au 30 juin 2011,  
des établissements qui ont bénéficié de l'autorisation d'ouverture des sections concernées, à la date du 23 juin 2008

**Sections délivrant les grades de :**

▪ **Bachelier en chimie – Finalité : Chimie appliquée :**

- ❖ Institut Provincial supérieur industriel du Hainaut (Réseau : P) 6000 Charleroi.
- ❖ Institut de technologie – Enseignement de Promotion sociale (Réseau : C) 4020 Liège.
- ❖ Ecole industrielle et commerciale de la Ville de Namur (Réseau : C) 5000 Namur.

▪ **Bachelier en électromécanique – Finalité : électromécanique et maintenance :**

- ❖ CF Uccle Anderlecht (Réseau : CF) 1180 Bruxelles.
- ❖ Institut provincial supérieur industriel du Hainaut (Réseau : P) – 6000 Charleroi.
- ❖ Collège technique des Aumôniers du travail (Réseau : LC) – 6000 Charleroi.
- ❖ Institut Provincial des arts et métiers du Centre (Réseau : P) – 7100 La Louvière.
- ❖ CF Péruwelz (Réseau CF) – 7600 Péruwelz.
- ❖ CF Sivry-Rance (Réseau CF) – 6470 Rance.
- ❖ Collège technique Saint-Henri (Réseau : LC) – 7700 Mouscron.
- ❖ Institut Saint Laurent – Enseignement de Promotion sociale (Réseau : LC) 4000 Liège.
- ❖ Institut de technologie – Enseignement de Promotion sociale (Réseau : C) 4020 Liège.
- ❖ Institut provincial enseignement supérieur de promotion sociale (Réseau : P) 4100 Seraing.
- ❖ IEPS Orientation technologique (Réseau : P) – 4800 Verviers.
- ❖ CF Namur cadets (Réseau : CF) – 5000 Namur.

▪ **Bachelier en électronique – Finalité : électronique appliquée :**

- ❖ CF Uccle Anderlecht (Réseau : CF) 1180 Bruxelles.
- ❖ Institut technique supérieur Cardinal Mercier (Réseau : LC) – 1030 Bruxelles.
- ❖ CF Ath, Flobecq (Réseau : CF) – 7800 Ath.
- ❖ Institut provincial supérieur industriel du Hainaut (Réseau : P) – 6000 Charleroi.
- ❖ Institut de technologie – Enseignement de Promotion sociale (Réseau : C) 4020 Liège.
- ❖ CF Soumagne (Réseau : CF) – 4630 Soumagne.
- ❖ CF Arlon, Musson (Réseau : CF) – 6700 Arlon.
- ❖ Institut provincial des arts et métiers du Centre (Réseau : P) – 7100 La Louvière.
- ❖ Institut provincial enseignement supérieur de promotion sociale (Réseau : P) 4100 Seraing.
- ❖ IEPS Orientation technologique (Réseau : P) – 4800 Verviers.

▪ **Bachelier en soins infirmiers :**

- ❖ Centre de formation pour les secteurs infirmier et de santé (Réseau : LC) 1200 Bruxelles.
- ❖ Institut provincial supérieur des sciences sociales et pédagogiques (Réseau : P) 6000 Charleroi.
- ❖ Institut provincial d'enseignement de promotion sociale (Réseau : P) 4000 Liège.

- **Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier hospitalier :**
  - ❖ Centre de formation pour les secteurs infirmier et de santé (Réseau : LC) – 1200 Bruxelles.
  - ❖ Centre provincial d'enseignement de promotion sociale du Borinage (Réseau : P) – 7301 Hornu.
  - ❖ Institut provincial supérieur des sciences sociales et pédagogiques (Réseau : P) – 6000 Charleroi.
  - ❖ Institut provincial d'enseignement de promotion sociale (Réseau : P) 4000 Liège.
  - ❖ CF Libramont-Bertrix (Réseau : CF) – 6800 Libramont.
  
- **Bachelier bibliothécaire-documentaliste :**
  - ❖ Institut Jean-Pierre Lallemand (Réseau : P) – 1000 Bruxelles.
  - ❖ Institut provincial supérieur des sciences sociales et pédagogiques (Réseau : P) 6000 Charleroi.
  - ❖ Institut Reine Astrid – IRAM (Réseau : LC) – 7000 Mons.
  - ❖ Institut provincial d'enseignement de promotion sociale (Réseau : P) 4000 Liège.
  
- **Bachelier en informatique de gestion :**
  - ❖ CF Uccle Anderlecht (Réseau : CF) 1180 Bruxelles.
  - ❖ E.P.F.C. 8 (Réseau : LN) – 1050 Bruxelles.
  - ❖ Institut des carrières commerciales (Réseau : C) – 1000 Bruxelles.
  - ❖ E.P.F.C. 7 (Réseau : LN) – 1050 Bruxelles.
  - ❖ E.P.F.C. 2 (Réseau : LN) – 1050 Bruxelles.
  - ❖ E.P.F.C. 3 (Réseau : LN) – 1050 Bruxelles.
  - ❖ Institut supérieur de formation continue (Réseau : C) – 1040 Bruxelles.
  - ❖ CF Evere, Laeken (Réseau : CF) – 1140 Bruxelles.
  - ❖ Cours commerciaux et industriels de la Ville de Wavre (Réseau : C) 1300 Wavre.
  - ❖ Ecole pratique des hautes études commerciales (EPHEC) (Réseau : LC) 1200 Bruxelles.
  - ❖ Collège technique des Aumôniers du travail (Réseau : LC) - 6000 Charleroi.
  - ❖ Institut d'enseignement technique commercial (Réseau : P) – 6000 Charleroi.
  - ❖ Cours industriels et commerciaux (Réseau : C) – 7190 Ecaussinnes-d'Enghien.
  - ❖ Institut provincial des arts et métiers du Centre (Réseau : P) – 7100 La Louvière.
  - ❖ Institut provincial enseignement de promotion sociale Hainaut occidental (Réseau : P) – 7900 Leuze-en-Hainaut.
  - ❖ Institut Reine Astrid – IRAM (Réseau : LC) – 7000 Mons.
  - ❖ Institut d'enseignement de promotion sociale Mons Formations (Réseau : P) – 7033 Cuesmes.
  - ❖ CF Péruwelz (Réseau : CF) – 7600 Péruwelz.
  - ❖ CF Colfontaine (Réseau : CF) – 7340 Wasmes.
  - ❖ CF Mouscron, Comines (Réseau : CF) – 7700 Mouscron.

- ❖ Ecole de commerce et d'informatique - Enseignement de promotion sociale (Réseau : C) – 4000 Liège.
- ❖ Institut Saint Laurent – Enseignement de Promotion sociale (Réseau : LC) 4000 Liège.
- ❖ Institut provincial enseignement supérieur de promotion sociale (Réseau : P) 4100 Seraing.
- ❖ CF Soumagne (Réseau : CF) – 4630 Soumagne.
- ❖ IEPS Orientation technologique (Réseau : P) – 4800 Verviers.
- ❖ CF Waremme (Réseau : CF) – 4300 Waremme.
- ❖ CF Arlon, Musson (Réseau : CF) – 6700 Arlon.
- ❖ CF Marche-en-Famenne (Réseau : CF) – 6900 Marche-en-Famenne.
- ❖ CF Namur cadets (Réseau : CF) – 5000 Namur.
- ❖ Ecole supérieur des affaires (Réseau : LN) – 5000 Namur.
- ❖ CF Philippeville, Florennes (Réseau : CF) – 5600 Philippeville.
- ❖ Ecole industrielle et commerciale de Courcelles (Réseau : C) – 6180 Courcelles.
- ❖ Enseignement de promotion sociale d'Enghien (EPSE) (Réseau : LN) – 7850 Marcq.
- ❖ CF Sivry-Rance (Réseau CF) – 6470 Rance.
- ❖ Institut technique et agricole de la Province de Hainaut (Réseau : P) – 7060 Soignies.

▪ **Bachelier en assurances :**

- ❖ E.P.F.C. 3 (Réseau : LN) – 1050 Bruxelles.
- ❖ Ecole pratique des hautes études commerciales (EPHEC) (Réseau : LC) – 1200 Bruxelles.
- ❖ Institut supérieur Plus Oultre (Réseau : C) – 7130 Binche.
- ❖ Institut d'enseignement technique commercial (Réseau : P) – 6000 Charleroi.
- ❖ Institut provincial enseignement de promotion sociale Hainaut occidental (Réseau : P) – 7900 Leuze-en-Hainaut.
- ❖ Institut Reine Astrid – IRAM (Réseau : LC) – 7000 Mons.
- ❖ Institut d'enseignement de promotion sociale Mons Formations (Réseau : P) – 7033 Cuesmes.
- ❖ Ecole de commerce et d'informatique - Enseignement de promotion sociale (Réseau : C) – 4000 Liège.
- ❖ CF Namur cadets (Réseau : CF) – 5000 Namur.
- ❖ Ecole industrielle et commerciale de Saint-Ghislain (Réseau : C) – 7330 Saint-Ghislain.

▪ **Bachelier en comptabilité :**

- ❖ CF Uccle Anderlecht (Réseau : CF) 1180 Bruxelles.
- ❖ E.P.F.C. 8 (Réseau : LN) – 1050 Bruxelles.
- ❖ Institut des carrières commerciales (Réseau : C) – 1000 Bruxelles.
- ❖ E.P.F.C. 7 (Réseau : LN) – 1050 Bruxelles.
- ❖ E.P.F.C. 1 (Réseau : LN) – 1050 Bruxelles.
- ❖ E.P.F.C. 2 (Réseau : LN) – 1050 Bruxelles.
- ❖ E.P.F.C. 3 (Réseau : LN) – 1050 Bruxelles.
- ❖ Institut supérieur de formation continue (Réseau : C) – 1040 Bruxelles.
- ❖ Institut provincial de promotion sociale et de formation continuée (Réseau : P) 1400 Nivelles.
- ❖ E.P.F.C. 5 (Réseau : LN) – 1050 Bruxelles.

- ❖ Cours commerciaux et industriels de la Ville de Wavre (Réseau : C) - 1300 Wavre.
- ❖ Ecole pratique des hautes études commerciales (EPHEC) (Réseau : LC) - 1200 Bruxelles.
- ❖ CF Ath, Flobecq (Réseau : CF) - 7800 Ath.
- ❖ Collège technique des Aumôniers du travail (Réseau : LC) - 6000 Charleroi.
- ❖ Institut d'enseignement technique commercial (Réseau : LC) - 6000 Charleroi.
- ❖ CF Dour (Réseau : CF) - 7370 Dour.
- ❖ Enseignement de promotion sociale d'Enghien (EPSE) (Réseau : LN) - 7850 Marcq.
- ❖ CF Mons (Jemappes) (Réseau : CF) - 7012 Jemappes.
- ❖ Institut Provincial des arts et métiers du Centre (Réseau : P) - 7100 La Louvière.
- ❖ Institut provincial enseignement de promotion sociale Hainaut occidental (Réseau : P) - 7900 Leuze-en-Hainaut.
- ❖ Institut Reine Astrid - IRAM (Réseau : LC) - 7000 Mons.
- ❖ Ecole industrielle supérieur (Réseau : P) - 7000 Mons
- ❖ CF Morlanwelz-Mariemont (Réseau : CF) - 7140 Morlanwelz-Mariemont.
- ❖ CF Péruwelz (Réseau CF) - 7600 Péruwelz.
- ❖ CF Sivry-Rance (Réseau CF) - 6470 Rance.
- ❖ Ecole industrielle et commerciale de Saint-Ghislain (Réseau : C) - 7330 Saint-Ghislain.
- ❖ Institut technique et agricole de la Province de Hainaut (Réseau : P) - 7060 Soignies.
- ❖ CF Thuin (Réseau : CF) - 6530 Thuin.
- ❖ CF Tournai, Antoing, Templeuve (Réseau : CF) - 7500 Tournai.
- ❖ CF Mouscron, Comines (Réseau : CF) - 7700 Mouscron.
- ❖ Institut provincial d'enseignement de promotion sociale (Réseau : P) - 4040 Herstal.
- ❖ Institut provincial d'enseignement de promotion sociale (Réseau : P) - 4500 Huy.
- ❖ Ecole de commerce et d'informatique - Enseignement de promotion sociale (Réseau : C) - 4000 Liège.
- ❖ Institut provincial enseignement supérieur de promotion sociale (Réseau : P) 4100 Seraing.
- ❖ CF Soumagne (Réseau : CF) - 4630 Soumagne.
- ❖ Institut d'Enseignement de Promotion sociale - orientation commerciale (Réseau : P) - 4800 Verviers.
- ❖ CF Waremme (Réseau : CF) - 4300 Waremme
- ❖ CF Arlon, Musson (Réseau : CF) - 6700 Arlon.
- ❖ CF Libramont-Bertrix (Réseau : CF) - 6800 Libramont.
- ❖ CF Marche-en-Famenne (Réseau : CF) - 6900 Marche-en-Famenne.
- ❖ Ecole industrielle et commerciale de la Ville d'Andenne (Réseau : C) - 5300 Andenne.
- ❖ CF Namur cadets (Réseau : CF) - 5000 Namur.
- ❖ CF Philippeville, Florennes (Réseau : CF) - 5600 Philippeville.
- ❖ Ecole supérieur des affaires (Réseau : LN) - 5000 Namur.
- ❖ Ecole industrielle commerciale et de sauvetage (Réseau : LC) - 5060 Tamines.
- ❖ CF Mons(Jemappes) (Réseau CF) - 7012 Jemappes.

**▪ Bachelier en secrétariat de direction Option : entreprise-administration :**

- ❖ Institut des carrières commerciales (Réseau : C) – 1000 Bruxelles.
- ❖ E.P.F.C. 1 (Réseau : LN) – 1050 Bruxelles.
- ❖ E.P.F.C. 5 (Réseau : LN) – 1050 Bruxelles.
- ❖ Cours commerciaux et industriels de la Ville de Wavre (Réseau : C) – 1300 Wavre.
- ❖ Centre de formation professionnelles des F.P.S. (Réseau : LN) – 6000 Charleroi.
- ❖ Cours industriels et commerciaux de Couillet (Réseau : C) – 6010 Couillet.
- ❖ CF Dour (Réseau : CF) – 7370 Dour.
- ❖ Enseignement de promotion sociale d'Enghien (EPSE) (Réseau : LN) – 7850 Marcq.
- ❖ Format 21 – Centre de formation continue Gustave Piton (Réseau : C) – 7100 La Louvière.
- ❖ Cours techniques, commerciaux et professionnels secondaires (Réseau : C) – 7860 Lessines.
- ❖ Institut Reine Astrid – IRAM (Réseau : LC) – 7000 Mons.
- ❖ Ecole industrielle supérieur (Réseau : P) – 7000 Mons
- ❖ CF Morlanwelz-Mariemont (Réseau : CF) – 7140 Morlanwelz-Mariemont.
- ❖ CF Péruwelz (Réseau CF) – 7600 Péruwelz.
- ❖ Institut provincial d'enseignement de promotion sociale (Réseau : P) – 4500 Huy.
- ❖ Institut des langues modernes – Enseignement de promotion sociale (Réseau : C) – 4000 Liège.
- ❖ CF Soumagne (Réseau : CF) – 4630 Soumagne.
- ❖ CF Wareme (Réseau : CF) – 4300 Wareme.
- ❖ CF Marche-en-Famenne (Réseau : CF) – 6900 Marche-en-Famenne.
- ❖ Ecole industrielle et commerciale de la Ville de Namur (Réseau : C) 5000 Namur.
- ❖ CF Namur cadets (Réseau : CF) – 5000 Namur.
- ❖ Ecole industrielle et commerciale de Courcelles (Réseau : C) – 6180 Courcelles.
- ❖ Institut d'Enseignement de Promotion sociale – orientation commerciale (Réseau : P) – 4800 Verviers.
- ❖ Ecole industrielle et commerciale de la ville d'Andenne (Réseau : C) – 5300 Andenne.
- ❖ CF Philippeville, Florennes (Réseau : CF) – 5600 Philippeville.

**▪ Bachelier en éducation spécialisée en accompagnement psycho-éducatif :**

- ❖ Ecole d'arts et métiers (Réseau : LC) – 6560 Erquelinnes.
- ❖ CF Frameries (Réseau : CF) – 7080 Frameries.
- ❖ Centre provincial d'enseignement de promotion sociale du Borinage (Réseau : P) – 7301 Hornu.
- ❖ Institut provincial supérieur des sciences sociales et pédagogiques (Réseau : P) 6000 Charleroi.
- ❖ Centre d'enseignement supérieur pour adultes (Réseau : LC) – 6044 Roux.
- ❖ CF Tournai, Antoing, Templeuve (Réseau : CF) – 7500 Tournai.
- ❖ Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Liège (Réseau : P) – 4000 Liège.
- ❖ Cours pour éducateurs en fonction (Réseau : LC) – 4030 Crivegnée.
- ❖ Cours pour éducateurs en fonction (Réseau : P) – 4800 Verviers.
- ❖ Ecole industrielle et commerciale (Réseau : C) – 6700 Arlon.
- ❖ Institut provincial de formation sociale (Réseau : P) – 5000 Namur.
- ❖ Institut Jean-Pierre Lallemand (Réseau : P) – 1000 Bruxelles.

- **Bachelier en construction :**
  - ❖ CF Uccle Anderlecht (Réseau : CF) 1180 Bruxelles.
  - ❖ Institut Diderot (Réseau : C) – 1000 Bruxelles.
  - ❖ Ecole de promotion sociale Saint-Luc (Réseau : LC) – 1060 Bruxelles.
  - ❖ Institut technique supérieur cardinal Mercier (Réseau : LC) – 1030 Bruxelles.
  - ❖ Institut provincial supérieur industriel du Hainaut (Réseau : P) – 6000 Charleroi.
  - ❖ Cours de promotion sociale Saint-Luc (Réseau : LC) – 4000 Liège.
  - ❖ CF Namur cadets (Réseau : CF) – 5000 Namur.
  - ❖ CF Ath, Flobecq (Réseau : CF) – 7800 Ath.
  - ❖ CF Dour (Réseau : CF) – 7370 Dour.
  - ❖ CF Morlanwelz-Mariemont (Réseau : CF) – 7140 Morlanwelz-Mariemont.
  
- **Bachelier en techniques graphiques – Finalité: techniques infographiques :**
  - ❖ Institut Diderot (Réseau : C) – 1000 Bruxelles.
  - ❖ Institut provincial supérieur industriel du Hainaut (Réseau : P) – 6000 Charleroi.
  - ❖ Enseignement de promotion sociale d’Enghien (EPSE) (Réseau : LN) – 7850 Marcq.
  - ❖ Centre provincial d’enseignement de promotion sociale du Borinage (Réseau : P) – 7301 Hornu.
  - ❖ Ecole industrielle communale (Réseau : C) – 6030 Marchienne-au-Pont.
  - ❖ Institut provincial enseignement supérieur de promotion sociale (Réseau : P) 4100 Seraing.
  
- **Bachelier en Optique – optométrie :**
  - ❖ Institut d’optique Raymond Tibaut (Réseau : LN) – 1050 Bruxelles.
  - ❖ Centre d’études supérieures d’optométrie appliquée (Réseau : LN) – 1080 Bruxelles.
  - ❖ Institut provincial d’enseignement de promotion sociale (Réseau : P) – 4040 Herstal.
  
- **Bachelier Conseiller conjugal et familial :**
  - ❖ Centre enseignement supérieur promotion sociale formation continuée Brabant wallon (Réseau : LC) – 1348 Louvain-La-Neuve.
  - ❖ Institut provincial de formation sociale (Réseau : P) – 5000 Namur.
  
- **Master en sciences de l’ingénieur industriel – finalité : chimie :**
  - ❖ CF Uccle Anderlecht (Réseau : CF) 1180 Bruxelles.
  - ❖ Institut provincial supérieur industriel du Hainaut (Réseau : P) - 6000 Charleroi.
  
- **Master en sciences de l’ingénieur industriel – finalité : électromécanique :**
  - ❖ CF Uccle Anderlecht (Réseau : CF) 1180 Bruxelles.
  - ❖ Institut provincial supérieur industriel du Hainaut (Réseau : P) - 6000 Charleroi.
  - ❖ Institut Saint Laurent – Enseignement de Promotion sociale (Réseau : LC) 4000 Liège.
  
- **Master en sciences de l’ingénieur industriel – finalité : électronique :**
  - ❖ CF Uccle Anderlecht (Réseau : CF) 1180 Bruxelles.
  - ❖ Institut provincial supérieur industriel du Hainaut (Réseau : P) - 6000 Charleroi.

Vu pour être annexé au décret du 14 novembre 2008, modifiant le décret du 16 avril 1991, organisant l’enseignement de promotion sociale, en vue de favoriser l’intégration de son enseignement supérieur à l’espace européen de l’enseignement supérieur.

Bruxelles, le 14 novembre 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Jeunesse et de l’Enseignement de Promotion sociale,  
M. TARABELLA

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 733

[C — 2009/29049]

**14 NOVEMBER 2008.** — Decreet tot wijziging van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, ter bevordering van de integratie van zijn hoger onderwijs in de Europese ruimte van het hoger onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen*

**Artikel 1.** In artikel 5 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het 1e en het 2e lid :

« De afdelingen en de korte autonome opleidingen van stelsel 2 van het hoger onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie worden ten laatste op 1 september 2009 afgeschaft. Een bijkomende termijn van drie jaar wordt toegekend om de studenten toe te laten de ondernomen studies tot een goed einde te brengen, overeenkomstig artikel 5ter. ».

**Art. 2.** Artikel 5bis van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een punt 14°, luidend als volgt :

« 14° algemeen studiereglement : het reglement dat de organisatie van studies vaststelt. ».

**Art. 3.** Na artikel 5bis van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, zoals ingevoegd bij het decreet van 3 maart 2004 en aangevuld bij het decreet van 27 oktober 2006, wordt een artikel 5ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5ter. De Regering bepaalt wat er verstaan moet worden onder de studies tot een goed eind brengen. ».

**Art. 4.** Artikel 17, § 1, 2e lid, 1° van hetzelfde decreet, aangevuld met het decreet van 27 oktober 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° de opstelling van het pedagogisch dossier dat de volgende elementen bevat : de minimale referentielessenrooster, de minimale inhoud en de kenmerken van de afdelingen en vormingseenheden. ».

**Art. 5.** In artikel 75 van hetzelfde decreet worden tussen het tweede en het derde lid twee nieuwe leden ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor het hoger onderwijs wordt het Vast bureau bedoeld in artikel 74 eveneens geraadpleegd.

Bij een overeenstemming of een gelijkstelling van niveau wordt het advies van het Vast bureau gevoegd bij het eensluidend advies van de Overlegcommissie. Ingeval de adviezen van die twee instanties verschillend zijn, beschikken zij over 60 dagen om elkaar te raadplegen en tot een akkoord te komen. Als zij niet tot een akkoord gekomen zijn op het einde van de termijn, worden de twee adviezen naar de Regering gezonden die dan een beslissing neemt. ».

**Art. 6.** De hoofdstukken V en VI van Titel II van hetzelfde decreet, met de artikelen 41 tot 74, worden als volgt vervangen :

« HOOFDSTUK V. — *Hoger onderwijs voor sociale promotie*

## Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen voor het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van het lange type

## Onderafdeling 1. — Definities

**Art. 41.** De definities van bachelor, kwalificatiekader, kwalificatie, studiepunt, curriculum, cyclus, diploma, instelling voor hoger onderwijs met volledig leerplan, academische graad, master, brug, type, valorisatie van de verworven kennis zijn die bedoeld in artikel 6 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten. Deze zijn van toepassing op de afdelingen die graden uitreiken die gelijkgesteld zijn alsmede aan andere opleidingen van het hoger onderwijs voor sociale promotie.

De definitie van studiepunt bedoeld in het 1e lid wordt aangevuld met de bepalingen van artikel 26, § 2, van voornoemd decreet van 31 maart 2004.

In afwijking van artikel 6 van voornoemd decreet van 31 maart 2004 moet onder « studieprogramma » verstaan worden : het geheel onderwijsactiviteiten die de vormingseenheden vormen van een afdeling van het hoger onderwijs voor sociale promotie. Het programma van de afdelingen die de graden van bachelor, master, specialisatie of brevet van het hoger onderwijs uitreiken, bepaalt de studiepunten die gepaard gaan met de onderwijsactiviteiten van de student.

## Onderafdeling 2. — Doelstellingen en opdrachten

**Art. 42.** Onverminderd artikel 7 zet het hoger onderwijs voor sociale promotie, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de algemene doelstellingen voort die bepaald zijn in artikel 2 van voornoemd decreet van 31 maart 2004.

Het hoger onderwijs voor sociale promotie past didactische methodes toe die aangepast zijn aan een volwassen publiek en overeenkomen met de doelstellingen vermeld in het 1e lid. Die pedagogie steunt inzonderheid op gemeenschappelijke of individuele activiteiten, onder de rechtstreekse of onrechtstreekse leiding van onderwijzers of deskundigen, maar ook op persoonlijke werken van studenten die autonoom verricht zijn.

## Onderafdeling 3. — Structuur

Art. 43. Het hoger onderwijs voor sociale promotie kan georganiseerd worden in de volgende categorieën :

- 1° Het technisch hoger onderwijs;
- 2° Het economisch hoger onderwijs;
- 3° Het landbouwkundig hoger onderwijs;
- 4° Het paramedisch hoger onderwijs;
- 5° Het sociaal hoger onderwijs;
- 6° Het pedagogisch hoger onderwijs;
- 7° Het maritiem hoger onderwijs;
- 8° Het hoger onderwijs voor toegepaste kunsten.

Art. 44. Elke vormingseenheid wordt door de Regering, op advies van de Hoge raad van het onderwijs voor sociale promotie bedoeld in artikel 78, in een van de categorieën bedoeld in artikel 43 gerangschikt.

Art. 45. Elke afdeling van het hoger onderwijs voor sociale promotie wordt door de Regering, op advies van de Hoge raad van het onderwijs voor sociale promotie bedoeld in artikel 78, in een van de categorieën bedoeld in artikel 43 gerangschikt.

De lijst van de afdelingen die de graden van bachelor en master uitreiken, vormt bijlage I van dit decreet. Deze kan gewijzigd worden door de Regering en bevestigd worden door het Parlement.

De machtigingen om de in dit hoofdstuk vermelde afdelingen te organiseren en om de academische graden die zij bekrachtigen toe te kennen, worden verleend aan instellingen voor onderwijs voor sociale promotie die georganiseerd of gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap. Die machtigingen worden bepaald door de Regering van de Franse Gemeenschap, op advies van de Hoge raad van het onderwijs voor sociale promotie bedoeld in artikel 78. Een besluit van de Regering zal overeenkomstig artikel 123*bis*, § 3, eerste streepje, de criteria bepalen die zullen toelaten de lijst van de machtigingen vast te stellen.

Bij overgangsmaatregel en tot 30 juni 2011 ten laatste wordt de lijst van de machtigingen die aan de instellingen worden verleend voor de opleidingen die zij organiseerden op 23 juni 2008 bepaald in bijlage II van dit decreet.

Art. 46. Elke afdeling omvat een geïntegreerde proef. Met uitzondering van de specialisatieafdelingen moet elke afdeling eveneens stages omvatten. Er worden omkaderingsperiodes georganiseerd voor de geïntegreerde proef en de stages in de referentierooster.

De Professionele activiteit van de studenten kan, met verwijzing naar de pedagogische dossiers, gelijkgesteld worden met de stages bedoeld in het vorige lid, op beslissing van de Studieraad.

## Onderafdeling 4. — Bekwaamheidsbewijzen

Art. 47. § 1. De afdelingen van het hoger onderwijs voor sociale promotie worden bekrachtigd :

1° Ofwel door graden van een niveau dat gelijkwaardig is met het niveau van deze die worden uitgereikt door het hoger onderwijs met volledig leerplan;

2° Ofwel door specifieke bekwaamheidsbewijzen die eigen zijn aan het hoger onderwijs voor sociale promotie;

§ 2. De volgende graden hebben een gelijkwaardig niveau in de zin van § 1, 1° :

- 1° De graad van bachelor;
- 2° De graad van master;
- 3° De specialisatiegraad.

§ 3. De opleidingen die de graden van bachelor, master of een specialisatiegraad uitreiken van het hoger onderwijs voor sociale promotie en eveneens bestaan in het hoger onderwijs met volledig leerplan, moeten een geheel van bekwaamheden bekrachtigen die overeenstemmend verklaard zijn door de Regering, overeenkomstig artikel 75.

§ 4. De graden van bachelor of de specialisatiegraden van het hoger onderwijs voor sociale promotie waarvoor geen overeenstemmend bekwaamheidsbewijs bestaat in het hoger onderwijs met volledig leerplan bekrachtigen gehele bekwaamheden die eigen zijn aan het hoger onderwijs voor sociale promotie waarvan het niveau als gelijkwaardig erkend wordt met dat van de opleidingen van de 1e cyclus van het hoger onderwijs met volledig leerplan volgens de procedure bedoeld in artikel 75.

§ 5. In het kader van samenwerkingsovereenkomsten voor de organisatie van studies met het oog op de gezamenlijke toekenning van een graad met een instelling voor hoger onderwijs met volledig leerplan, bedoeld in artikel 29, § 2, van voornoemd decreet van 31 maart 2004, kan de oprichting van een afdeling bekrachtigd door de graad van master waarvoor nog geen overeenstemmend bekwaamheidsbewijs bestaat in het hoger onderwijs met volledig leerplan georganiseerd worden op voordracht van de economische en sociale raad van de Franse Gemeenschap.

§ 6. Onder bekwaamheidsbewijs dat specifiek is voor het onderwijs voor sociale promotie moet verstaan worden :

- 1° Elk brevet van het hoger onderwijs voor sociale promotie;
- 2° Elk getuigschrift of elk ander bekwaamheidsbewijs van het hoger onderwijs voor sociale promotie dat onder een bijzondere reglementering valt.

§ 7. De vormingseenheden van het hoger onderwijs voor sociale promotie worden bekrachtigd met een slaagattest. De slaagattesten die verkregen zijn na afloop van de vormingseenheden van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type of van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type vormen, na toepassing van de nadere regels voor kapitalisatie, de graden of bekwaamheidsbewijzen van het hoger onderwijs voor sociale promotie.



## Afdeling 2. — Organisatie van het hoger onderwijs voor sociale promotie van de eerste cyclus

## Onderafdeling 1. — Curriculum

Art. 48. § 1. De afdelingen die leiden tot het behalen van de graad van bachelor behoren tot de eerste cyclus van het hoger onderwijs voor sociale promotie.

De afdelingen die leiden tot een graad van professionele bachelor hebben tot doel de studenten tot een kennis- en bekwaamheidsniveau te brengen dat noodzakelijk is voor de autonome uitoefening van een beroep of een groep beroepen.

De afdelingen die leiden tot een graad van overgangsbachelor hebben tot doel de studenten tot een kennis- en bekwaamheidsniveau te brengen dat noodzakelijk is om toegelaten te worden tot de tweede cyclus van dezelfde cursus die leidt tot de graad van master.

Die graden stemmen overeen met niveau 6 van het Europees Kwalificatiekader.

§ 2. De professionele afdelingen die bekrachtigd worden door de graad van bachelor moeten gelijktijdig voldoen aan de volgende drie criteria :

- 1° 180 studiepunten tellen;
- 2° Georganiseerd worden over een minimale duur van drie jaar;
- 3° De graad slechts uitreiken aan de studenten die de volle leeftijd van 23 jaar bereikt hebben.

§ 3. De bijkomende afdelingen voor abstractie hebben tot doel de studenten die houder zijn van een graad van professionele bachelor, naar een kennis- en bekwaamheidsniveau te brengen dat noodzakelijk is voor de toelating tot de tweede cyclus van hetzelfde curriculum dat leidt tot de graad van master.

Die afdelingen moeten tegelijkertijd voldoen aan de volgende twee criteria :

- 1° 60 studiepunten tellen;
- 2° Het bekwaamheidsbewijs slechts uitreiken aan studenten die de volle leeftijd van 24 jaar bereikt hebben.

Het geheel van de bevoegdheden van de professionele bachelor en van de bijkomende opleiding voor abstractie maken deel uit van een overeenstemmingsprocedure overeenkomstig artikel 75. Het wordt bekrachtigd door een graad van overgangsbachelor die toegang verleent tot de master van de bedoelde richting voor sociale promotie.

§ 4. De Studieraad kent een vrijstelling toe voor de leeftijdscriteria bedoeld in § 2, 3° en § 3, 2e lid, 2°, aan de kandidaat die, in het begin van de cursus, minstens het statuut heeft van eenderdetijdswerker. De Regering bepaalt de voorwaarden tot vrijstelling van die criteria voor de uitkeringsgerechtigd volledig werklozen mits de naleving van de reglementering inzake werkloosheid.

§ 5. Voor de graden van bachelor van een gelijkwaardig niveau is het criterium van de volle leeftijd van 23 jaar niet van toepassing zolang er geen overeenstemmend bekwaamheidsbewijs bestaat in het hoger onderwijs met volledig leerplan.

§ 6. De student die geen vrijstelling geniet van het leeftijds criterium bedoeld in § 4, kan niet ingeschreven worden voor meer dan 36 studiepunten per academiejaar vóór de volle leeftijd van 20 jaar.

§ 7. De diploma's die bekrachtigd worden door de graad van bachelor gaan samen met een « toevoegsel bij het diploma », inzonderheid met bepaling van :

- 1° Het beroepsprofiel en de bijzondere finaliteiten van de opleiding;
- 2° De constitutieve vormingseenheden van de afdeling, hun aantal studiepunten, de onderwijsactiviteiten waaruit zij bestaan alsook het aantal lestijden;
- 3° De eindvaardigheden bedoeld bij de vormingseenheden waarvan de geïntegreerde proef en de evaluatie bekrachtigd worden door de toegekende academische graad.

De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van het diploma en van het toevoegsel bij het diploma.

§ 8. De afdelingen bekrachtigd door de graad van bachelor kunnen toegang verlenen tot het curriculum dat leidt tot de graad van master van het hoger onderwijs met volledig leerplan of van het hoger onderwijs voor sociale promotie. De Regering bepaalt de eventuele bruggen en vrijstellingen voor de toegang tot de mastercurricula.

Art. 49. § 1. De afdelingen bekrachtigd door een brevet van het hoger onderwijs, hierna « B.H.O. », zijn specifiek voor het hoger onderwijs voor sociale promotie.

Die afdelingen zijn beroepsgericht en geven toegang tot een beroep dat duidelijk geïdentificeerd wordt door de Hoge raad van het hoger onderwijs voor sociale promotie bedoeld in artikel 78.

Zij kunnen toegang verlenen tot de cursussen die leiden tot de graad van bachelor van het hoger onderwijs voor sociale promotie of van het hoger onderwijs met volledig leerplan. De Regering bepaalt de eventuele bruggen en vrijstellingen voor de toegang tot het curriculum van bachelor in het hoger onderwijs met volledig leerplan.

§ 2. De afdelingen bekrachtigd door het B.H.O. moeten gelijktijdig aan de volgende drie criteria voldoen :

- 1° 120 studiepunten tellen;
- 2° Georganiseerd worden over een duur van minstens twee jaar;
- 3° De graad slechts uitreiken aan de studenten die de leeftijd van 22 jaar bereikt hebben.

§ 3. De Studieraad kent een vrijstelling van het leeftijds criterium toe, bedoeld in § 2, 3°, aan de kandidaat die in het begin van het curriculum minstens het statuut van eenderdetijdswerker heeft. De Regering bepaalt de vrijstellingsvoorwaarden voor dat criterium voor de uitkeringsgerechtigd volledig werklozen mits de naleving van de reglementering inzake werkloosheid.

§ 4. Het B.H.O. voor sociale promotie gaat samen met een « toevoegsel bij het diploma » met bepaling, inzonderheid van :

- 1° Het beroepsprofiel en de bijzondere finaliteiten van de opleiding;
- 2° De constitutieve vormingseenheden van de afdeling, hun aantal studiepunten, de onderwijsactiviteiten waaruit zij bestaan alsook het aantal lestijden;
- 3° De eindvaardigheden bedoeld bij de vormingseenheden, waaronder de geïntegreerde proef en de evaluatie bekrachtigd door de toegekende academische graad.

De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van het diploma en van het toevoegsel bij het diploma.

Art. 50. De afdelingen georganiseerd met het oog op de uitreiking van bekwaamheidsbewijzen die verband houden met beroepen die aan een bijzondere reglementering worden onderworpen, worden bekrachtigd door bekwaamheidsbewijzen die overeenstemmen met de bedoelde reglementeringen. In dat geval refereert het bekwaamheidsbewijs naar de van kracht zijnde bijzondere reglementering.

Art. 51. Het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type reikt eveneens de volgende bewijzen uit :

1° Het getuigschrift voor pedagogische bekwaamheden (GPB) bedoeld in artikel 16 van het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurspersoneel en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, kunstonderwijs en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen; dat bewijs is constitutief van een vereist of voldoende geacht bekwaamheidsbewijs A in het gesubsidieerd onderwijs;

2° De slaagattesten van de theoretische opleiding en van de praktische opleiding van het getuigschrift voor pedagogische bekwaamheid afgestemd op het hoger onderwijs ingesteld bij het decreet van 17 juli 2002 tot bepaling van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs (CAPAES. "Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur") in de hogescholen en in het hoger onderwijs voor sociale promotie en van de voorwaarden voor het verkrijgen ervan.

#### Onderafdeling 2. — Studieraad

Art. 52. De Studieraad omvat een lid van het bestuurspersoneel of zijn afgevaardigde en de leden van het onderwijzend personeel verantwoordelijk voor de bedoelde studentengroep.

Daarenboven is zij voor de bekrachtiging van een afdeling toegevoegd aan de studieraad van de leden buiten de instelling waarvan het aantal en de nadere regels voor de aanstelling bepaald worden in het algemeen studiereglement zoals bepaald in artikel 60.

Art. 53. In elke instelling neemt de Studieraad binnen de perken en voorwaarden bepaald bij de pedagogische dossiers van de vormingseenheden en het algemeen studiereglement, de beslissingen met betrekking tot :

- 1° De toelating van studenten;
- 2° De pedagogische opvolging van studenten;
- 3° De bekrachtiging van de studies.

#### Onderafdeling 3. — Toelatingsvoorwaarden

Art. 54. De toelating tot het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type gebeurt binnen een vormingseenheid.

Art. 55. Voor de toegang tot de studies die leiden tot de graad van bachelor in verpleegzorgen, wordt de Studieraad er toe gehouden na te kijken of de student aan een van de volgende drie voorwaarden beantwoordt :

1° Geslaagd zijn voor de voorbereidingsproef bedoeld in artikel 12 van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend;

2° Houder zijn van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs;

3° Houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van gebrevetteerd verpleger.

Daarenboven moet de kandidaat een uittreksel van het strafregister, model 1, overleggen dat ten hoogste drie maanden vóór zijn inschrijving op het begin van het curriculum uitgereikt is.

Art. 56. De bepalingen van de artikelen 34 en 35 zijn van toepassing wat betreft het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type.

#### Onderafdeling 4. — Pedagogische begeleiding

Art. 57. De bepalingen van artikel 36 zijn van toepassing wat betreft het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type.

#### Onderafdeling 5. — Studiebekrachtiging

Art. 58. Het slaagattest bedoeld in artikel 47, § 7, wordt uitgereikt door de Studieraad na beraadslaging, met inachtneming van :

1° De eindvaardigheden bepaald in het pedagogisch dossier;

2° De voortgezette en eindevaluatie van elke onderwijsactiviteit;

3° Het geheel van de elementen van persoonlijke opleiding of professionele verworvenheden geleverd door de student, behoorlijk nagezien door de Studieraad.

Bij toepassing van artikel 8 kan de Studieraad eveneens vormingseenheden bekrachtigen en dit na het behoorlijk nazien van :

1° Het beheersen van de eindvaardigheden bedoeld in het pedagogisch dossier;

2° Het geheel van de elementen voor personele opleiding of professionele verworvenheden geleverd door de student.

Art. 59. Een student beëindigt met vrucht de opleiding van een afdeling als hij gelijktijdig aan de volgende drie voorwaarden voldoet :

1° Een slaagattest verkregen hebben voor elke vormingseenheid waaruit de afdeling bestaat. Met uitzondering van de geïntegreerde proef vermeldt het attest de graad voor het slagen door een percentage dat minstens gelijk is aan 50 percent;

2° Een geïntegreerde proef voorgebracht en verdedigd hebben voor een examencommissie die daartoe opgesteld is en een percentage van minstens 60 percent behaald hebben;

3° Minstens 60 percent op het eindresultaat behaald hebben.

#### Onderafdeling 6. — Algemeen studiereglement

Art. 60. De Regering bepaalt het algemeen studiereglement van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type.

## Afdeling 3. — Organisatie van het hoger onderwijs voor sociale promotie van de tweede cyclus

## Onderafdeling I. — Curriculum

Art. 61. § 1. De afdelingen die leiden tot het bekomen van de graad van master behoren tot de tweede cyclus van het hoger onderwijs voor sociale promotie. De onderwijsactiviteiten van die afdelingen gebruiken de theoretische en praktische kennis gespecialiseerd in een bepaald domein. Die graad stemt overeen met niveau 7 van het Europees kwalificatiekader.

§ 2. De afdelingen die bekrachtigd worden door de graad van master zijn toegankelijk door de houders van een graad van overgangsbachelor en moeten tegelijkertijd aan de volgende drie criteria voldoen :

1° 120 studiepunten tellen;

2° Georganiseerd worden over een duur van minstens twee jaar;

3° De graad slechts uitreiken aan studenten die de volle leeftijd van 26 jaar bereikt hebben.

§ 3. De Studieraad kent een vrijstelling voor het in § 2, 3°, bedoelde leeftijdscriterium toe aan de kandidaat die, in het begin van het curriculum minstens het statuut van eenderdetijdswerker heeft. De Regering bepaalt de voorwaarden tot de vrijstelling voor dit criterium voor de uitkeringsgerechtigd volledig werklozen mits de naleving van de reglementering inzake werkloosheid.

§ 4. Voor de graden van master van gelijkgesteld niveau georganiseerd in duale diplomering, overeenkomstig artikel 47, § 5, is het leeftijdscriterium van 26 jaar niet van toepassing zolang er geen overeenstemmend bekwaamheidsbewijs is in het hoger onderwijs met volledig leerplan.

§ 5. De diploma's die bekrachtigd worden door de graad van master gaan samen met een « toevoegsel bij het diploma » met inzonderheid :

1° Het beroepsprofiel en de bijzondere finaliteiten van de opleiding;

2° De constitutieve vormingseenheden van de afdeling, hun aantal studiepunten, de onderwijsactiviteiten waaruit zij bestaan alsook het aantal lestijden;

3° De eindvaardigheden bedoeld bij de vormingseenheden, waaronder de geïntegreerde proef en de evaluatie bekrachtigd door de toegekende academische graad.

De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van het diploma en van het toevoegsel bij het diploma.

## Onderafdeling 2. — Bekwaamheidsbewijzen

Art. 62. Het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type van de tweede cyclus reikt de graad van master uit.

## Onderafdeling 3. — Studieraad

Art. 63. De Studieraad omvat een lid van het bestuurspersoneel of zijn afgevaardigde en de leden van het onderwijzend personeel belast met de betrokken studentengroep.

Daarenboven is hij voor de bekrachtiging van een afdeling toegevoegd aan de Studieraad van de leden buiten de instelling, waarvan het aantal en de nadere regels voor de aanstelling bepaald worden in het algemeen studiereglement zoals bepaald in artikel 70.

Art. 64. In elke instelling neemt de Studieraad binnen de perken en voorwaarden vastgesteld door de pedagogische dossiers van de vormingseenheden en het algemeen studiereglement, beslissingen inzake :

1° De toelating van de studenten;

2° De pedagogische begeleiding van de studenten;

3° De bekrachtiging van de studies.

## Onderafdeling 4. — Toelatingsvoorwaarden

Art. 65. De toelating in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type gebeurt binnen een vormingseenheid.

Art. 66. De bepalingen van de artikelen 34 en 35 zijn van toepassing wat betreft het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type.

## Onderafdeling 5. — Pedagogische begeleiding

Art. 67. De bepalingen van artikel 36 zijn van toepassing wat betreft het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type.

## Onderafdeling 6. — Bekrachtiging van de studies

Art. 68. Het slaagattest bedoeld in artikel 47, § 6, wordt uitgereikt door de Studieraad na beraadslaging met inachtneming van :

1° De eindvaardigheden bepaald in het pedagogisch dossier;

2° De voortgezette en eindevaluatie van elke onderwijsactiviteit;

3° Het geheel van de elementen van personele opleiding of professionele verworvenheden afgegeven door de student, en behoorlijk nagezien door de Studieraad.

Bij toepassing van artikel 8 kan de Studieraad eveneens vormingseenheden bekrachtigen en dit na het behoorlijk nazien van :

1° Het beheersen van de eindvaardigheden vastgesteld in het pedagogisch dossier;

2° Het geheel van de elementen van personele opleiding of professionele verworvenheden geleverd door de student.

Art. 69. Een student beëindigt met vrucht de opleiding van een afdeling als hij gelijktijdig aan de volgende drie voorwaarden voldoet :

1° Een slaagattest verkregen hebben voor elke vormingseenheid waaruit de afdeling bestaat. Met uitzondering van de geïntegreerde proef vermeldt het attest de graad voor het slagen door een percentage dat minstens gelijk is aan 60 percent;

2° Een geïntegreerde proef voorgebracht en verdedigd hebben voor een examencommissie die daartoe opgesteld is en een percentage van minstens 60 percent behaald hebben;

3° Minstens 60 percent op het eindresultaat behaald hebben.

Onderafdeling 7. — Algemeen studiereglement  
van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type

Art. 70. De Regering bepaalt het algemeen studiereglement van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type.

Afdeling 4. — De specialisatiestudies

Art. 71. De specialisatiestudies vervullen de initiële opleiding van een houder van de graad van bachelor, inzonderheid wanneer bijzondere voorwaarden voor toegang tot een bepaald beroep dit vereisen.

De specialisatiegraad wordt uitgereikt aan de kandidaat die geslaagd is voor een aanvullende opleiding van minstens 60 studiepunten.

De diploma's die bekrachtigd worden door de graad van specialisatiemaster gaan samen met een « toevoegsel bij het diploma » met inzonderheid :

1° Het beroepsprofiel en de bijzondere finaliteiten van de opleiding;

2° De constitutieve vormingseenheden van de afdeling, hun aantal studiepunten, de onderwijsactiviteiten waaruit zij bestaan alsook het aantal lestijden;

3° De eindvaardigheden bedoeld bij de vormingseenheden waaronder de geïntegreerde proef en de evaluatie bekrachtigd door de toegekende academische graad.

De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van het diploma en van het toevoegsel bij het diploma.

HOOFDSTUK VI. — *De integratie van het hoger onderwijs voor sociale promotie  
in de Europese ruimte van het hoger onderwijs*

Afdeling 1. — Mobiliteit en medewerkingen

Art. 72. § 1. Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 28, 29 en 30 van voornoemd decreet van 31 maart 2004 en de artikelen 8, 114 en 115, kan een samenwerkingsovereenkomst gesloten worden door een instelling van onderwijs voor sociale promotie georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap met een of meerdere Belgische of buitenlandse instellingen van hoger onderwijs voor sociale promotie of met volledig leerplan.

Die overeenkomst bepaalt dat sommige cursussen en werkzaamheden georganiseerd worden door die andere instellingen voor hoger onderwijs. De examens die erop betrekking hebben, worden afgelegd overeenkomstig de regels van kracht in die instellingen. De overeenkomst garandeert de erkenning en de valorisatie van de bekwaamheden verworven op het einde van de opleidingen georganiseerd door elke instelling en bekrachtigd door de overeenstemmende slaagattesten.

De overeenkomst kan eveneens de uitwisseling van leden van het onderwijzend personeel bepalen. Deze laatste behouden dezelfde rechten als in dienstactiviteit in hun oorspronkelijke instelling. De Regering bepaalt het kader en de nadere regels van de overeenkomsten en inzonderheid die met betrekking tot de uitwisseling van de personeelsleden.

De Belgische of buitenlandse instellingen waarmee die overeenkomsten gesloten worden, moeten erkend worden door hun overheidsinstanties bevoegd inzake hoger onderwijs, curricula organiseren of deelnemen aan de organisatie van curricula en graden uitreiken die minstens gelijkgesteld worden met een graad van de eerste cyclus zoals bepaald bij dit decreet.

De instellingen maken onverwijld de kopie van de samenwerkingsovereenkomst over aan de Hoge raad van het onderwijs voor sociale promotie. De Hoge raad van het onderwijs voor sociale promotie stelt daartoe jaarlijks een verslag op dat hij aan de Regering meedeelt.

§ 2. De Student die deelneemt aan een studieprogramma in het kader van het Europese programma « Een leven lang leren », verdeeld over meerdere instellingen die partner zijn bij een samenwerkingsovereenkomst zoals bepaald in § 1, blijft ingeschreven in zijn oorspronkelijke instelling. De partnerinstellingen kunnen hem noch inschrijvingsgeld noch bijkomende kosten vragen. Zijn inschrijving wordt als regelmatig beschouwd.

§ 3. Bij duale diplomering wordt elke student die regelmatig ingeschreven is bij meerdere partnerinstellingen gefinancierd door de Franse Gemeenschap naar rato van de studiepunten die overeenstemmen met de opleidingen gevolgd in elke instelling. Het door de partnerinstellingen aan de student gevraagde inschrijvingsrecht wordt eveneens berekend naar rato van de kredieten die overeenstemmen met de opleidingen gevolgd in elke instelling.

§ 4. De samenwerkingsovereenkomsten bedoeld in dit artikel worden onderworpen aan de goedkeuring van de Minister belast met het Onderwijs voor Sociale promotie wat de instellingen van onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap betreft en aan hun inrichtende macht wat de instellingen van onderwijs voor sociale promotie gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap betreft.

Afdeling 2. — Kwaliteitsbeheer

Art. 73. Overeenkomstig het decreet van 14 november 2002 tot oprichting van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het hoger onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, past het hoger onderwijs voor sociale promotie in het kader van het kwaliteitsbeheerstelsel.

De instellingen voor onderwijs voor sociale promotie die een hoger onderwijs organiseren, staan in voor de opvolging en het beheer van de kwaliteit voor alle opdrachten die zij vervullen op dat onderwijsniveau.

Die instellingen kunnen leiden tot partnerschappen die een gemeenschappelijke kwaliteitscoördinator kunnen aanstellen. Een partnerschap kan niet meer dan vier partnerinstellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie tellen.

## Afdeling 3. — Overleg met het hoger onderwijs met volledig leerplan

Art. 74. § 1. De Regering richt een Vast bureau op dat ermee belast wordt een overleg te garanderen tussen het hoger onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs met volledig leerplan.

Het Vast bureau onderzoekt alle vragen die hem worden voorgelegd door de Minister bevoegd voor het Onderwijs voor Sociale promotie of door de Minister bevoegd voor het Hoger onderwijs met volledig leerplan, betreffende de dossiers van afdelingen, de overeenstemming of de gelijkstelling van niveau voor de graden van bachelor, master of de specialisatiegraden. Het kan op elk ogenblik een vraag voorleggen betreffende hetzelfde onderwerp en uit eigen initiatief een advies geven aan de betrokken Ministers.

§ 2. Het Vast bureau bestaat uit :

1° Twee vertegenwoordigers van de Minister bevoegd voor het Hoger onderwijs voor sociale promotie en twee vertegenwoordigers van de Minister bevoegd voor het Hoger onderwijs met volledig leerplan;

2° De Voorzitter en een Ondervoorzitter van de Hoge raad voor onderwijs voor sociale promotie of hun afgevaardigden;

3° De Voorzitter, de Ondervoorzitter en een vertegenwoordiger van de Algemene raad voor Hogescholen en hun afgevaardigden;

4° De Voorzitter van de Overlegcommissie van het onderwijs voor sociale promotie of zijn afgevaardigde;

5° De inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie van het onderwijs voor sociale promotie of zijn afgevaardigde;

6° Een vertegenwoordiger van de Directie van het bestuur van het onderwijs voor sociale promotie en een vertegenwoordiger van de Directie van het bestuur van het hoger onderwijs met volledig leerplan of hun afgevaardigden, aangesteld door de Regering.

De leden opgenomen in § 2, 5° en 6°, zijn niet stemgerechtigd.

Wanneer het Vast bureau vragen behandelt die betrekking hebben op de masters, neemt het als partner de Voorzitter van de Interuniversitaire raad van de Franse Gemeenschap of zijn plaatsvervanger; in dat geval is het derde lid van de Algemene raad voor Hogescholen niet stemgerechtigd.

Wanneer het Vast bureau vragen behandelt die betrekking hebben op de afdelingen van de toegepaste kunsten, worden de vertegenwoordigers van de Algemene raad voor Hogescholen vervangen door de Voorzitter en de Ondervoorzitters van de Hoge raad van het Hoger kunstonderwijs of hun afgevaardigden.

Het Vast bureau kan op elk moment een beroep doen op externe leden als deskundigen die niet stemgerechtigd zijn.

§ 3. Het Vast bureau wordt voor een periode van twee jaar alternerend voorgezeten en ondervoorgezeten door een vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor het Hoger onderwijs met volledig leerplan en door een vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor het Onderwijs voor Sociale promotie.

Het Vast bureau komt zoveel bijeen als het nodig is en minstens drie keer per jaar. Het wordt opgeroepen door de Voorzitter, hetzij op zijn initiatief, hetzij op de aanvraag van twee van zijn leden.

De oproepingsbrief bevat de agenda alsmede de documenten en tekstontwerpen die hem voorgelegd worden.

Het Vast bureau beraadslaagt slechts geldig over de punten op de agenda. Het beraadslaagt ongeacht het aantal aanwezige leden.

De adviezen worden bij consensus uitgebracht. Bij gebrek aan consensus wordt er gestemd bij gewone meerderheid van de aanwezige stemgerechtigde leden.

Het Bureau stelt zijn huishoudelijk reglement vast binnen de zes maanden volgend op de installatie ervan.

De Regering belast de bestuursdiensten ermee het secretariaat van het Vast bureau waar te nemen. ».

HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 7.** Voor de specifieke bekwaamheidsbewijzen van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type van stelsel 1 die minstens 1 200 lestijden onderwijsactiviteiten tellen, behaald vóór de inwerkingtreding van dit decreet, bepaalt de Regering de bruggen die leiden tot de curricula van de graad van bachelor van het hoger onderwijs voor sociale promotie of van het hoger onderwijs met volledig leerplan.

**Art. 8.** Een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs of een bewijs van gegradueerd opticien-optometrist of van huwelijks- en gezinsadviseur : gegradueerde van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type, behaald vóór de inwerkingtreding van dit decreet, wordt gelijkgesteld met de graad van bachelor bedoeld in artikel 48.

**Art. 9.** Een overeenstemmend bewijs uitgereikt door het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type behaald vóór de inwerkingtreding van dit decreet wordt gelijkgesteld met de graad van master industrieel ingenieur.

**Art. 10.** De afdelingen van het hoger onderwijs voor sociale promotie worden georganiseerd volgens de structuur ingesteld door dit decreet en ten laatste voor 1 september 2012.

Een termijn van vijf jaar wordt toegekend om aan de studenten die hun opleiding begonnen zijn in de vroegere structuur van een grauaat van stelsel 1 toe te laten hun studies tot een goed eind te brengen overeenkomstig artikel 5ter.

**Art. 11.** De Regering bepaalt de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 14 november 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,  
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,  
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
M. TARABELLA

—  
Nota's

(1) *Zitting 2007-2008 :*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 589-1. Verslag, nr. 589-2.

*Zitting 2008-2009 :*

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 november 2008.

---

---

## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

---

### COUR CONSTITUTIONNELLE

[2009/200757]

#### Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989

Par jugement du 13 janvier 2009 en cause de Jacqueline Alin contre Marc Valentour, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 15 janvier 2009, le Juge de paix du canton de Namur 2 a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 3, § 2, de la loi du 20 février 1991, interprété en ce sens que si le preneur fait usage de la faculté de contre-préavis prévue au paragraphe 5, alinéa 3, le bailleur est libéré de son obligation de réaliser le motif du congé dans les conditions prévues au paragraphe 2, viole-t-il les articles 10, 11 et 23 de la Constitution,

a) en ce que le preneur qui se voit notifier un congé sur pied du paragraphe 4 conserve le droit de réclamer l'indemnité prévue par cette disposition, même s'il fait usage de la faculté de contre-préavis,

b) en ce que le preneur qui se voit notifier un congé sur pied du paragraphe 2 et qui ne fait pas usage du contre-préavis prévu au paragraphe 5, alinéa 3, bénéficie du droit de réclamer une indemnité équivalente à 18 mois de loyers si le bailleur ne réalise pas le motif du congé dans les conditions prévues au paragraphe 2 ? ».

Cette affaire est inscrite sous le numéro 4609 du rôle de la Cour.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.